

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Cap-Saint-Ignace

Code géographique : 18045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sophie Boucher, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Cap-Saint-Ignace pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature

Date

2020-03-30

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Cap-Saint-Ignace

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Cap-Saint-Ignace (Municipalité), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Cap-Saint-Ignace inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Municipalité pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Municipalité, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Montmagny, Le 2020-03-30

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A126222

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations	
		2019	2018
Revenus			
Taxes	1	3 640 547	3 399 688
Compensations tenant lieu de taxes	2	115 793	113 605
Quotes-parts	3		
Transferts	4	661 843	2 248 222
Services rendus	5	232 380	191 954
Imposition de droits	6	86 436	89 691
Amendes et pénalités	7	5 250	5 415
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	24 577	24 689
Autres revenus	10	34 595	27 908
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	4 801 421	6 101 172
Charges			
Administration générale	14	633 587	583 035
Sécurité publique	15	670 758	595 919
Transport	16	1 167 934	1 218 064
Hygiène du milieu	17	1 011 222	915 204
Santé et bien-être	18	11 374	13 091
Aménagement, urbanisme et développement	19	339 850	446 251
Loisirs et culture	20	696 165	642 264
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	401 890	123 649
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	4 932 780	4 537 477
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(131 359)	1 563 695
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	7 547 138	5 983 901
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	(562)	(458)
Solde redressé	28	7 546 576	5 983 443
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	7 415 217	7 547 138

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	418 695	255 093
Débiteurs (note 5)	2	1 812 767	2 989 165
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	51 194	30 536
	8	2 282 656	3 274 794
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	6 416 134	8 394 613
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	968 210	1 123 221
Revenus reportés (note 12)	12	22 215	9 828
Dette à long terme (note 13)	13	7 096 130	2 735 795
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	14 502 689	12 263 457
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(12 220 033)	(8 988 663)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	19 376 087	16 269 805
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	165 993	192 800
Stocks de fournitures	19	67 986	51 311
Autres actifs non financiers (note 17)	20	25 184	21 885
	21	19 635 250	16 535 801
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	7 415 217	7 547 138

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations	
		2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(131 359)	1 563 695
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(3 740 053)	(7 938 199)
Produit de cession	3	10 963	
Amortissement	4	630 320	465 837
(Gain) perte sur cession	5	(6 060)	48 781
Réduction de valeur / Reclassement	6		67 859
	7	(3 104 830)	(7 355 722)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	26 807	4 281
Variation des stocks de fournitures	9	(16 675)	10 150
Variation des autres actifs non financiers	10	(3 299)	(2 828)
	11	6 833	11 603
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	(2 014)	(1 033)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(3 231 370)	(5 781 457)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(8 988 663)	(3 207 206)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(8 988 663)	(3 207 206)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(12 220 033)	(8 988 663)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(131 359)	1 563 695
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	630 320	465 837
Autres			
- (Gain) perte sur disposition	3	(6 060)	116 641
- Ajust. taux particip. Régies	4	(2 014)	(1 033)
	5	490 887	2 145 140
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 176 398	(2 155 994)
Autres actifs financiers	7	(20 658)	214
Créditeurs et charges à payer	8	(155 011)	(118 908)
Revenus reportés	9	12 387	(12 441)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	26 807	4 280
Stocks de fournitures	12	(16 675)	10 150
Autres actifs non financiers	13	(3 299)	(2 828)
	14	1 510 836	(130 387)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 740 053)	(7 586 873)
Produit de cession	16	10 963	
	17	(3 729 090)	(7 586 873)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		593
	22		593
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	4 684 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(261 955)	(255 597)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 978 479)	7 768 223
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(61 710)	199
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 381 856	7 512 825
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	163 602	(203 842)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	255 093	458 935
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	255 093	458 935
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	418 695	255 093

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Cap-Saint-Ignace est un organisme municipal constitué et régit en vertu du Code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation des états financiers

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S-23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Municipalité et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de L'Anse-à-Gilles et la Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de L'Islet-Montmagny.

Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de L'Anse-à-Gilles pour l'exercice est de 24,44 % (2018 - 24,12%) Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de L'Islet-Montmagny est de 8,84 % (2018 - 8,54%).

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice.

Comptabilisation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception initial et des rôles spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients.

C) Actifs

S.O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placements

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût.

b) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Infrastructures	25 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	7 à 20 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Municipalité comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

Passif au titre des sites contaminés

La Municipalité comptabilise un passif au titre des sites contaminés lorsque l'application des mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Municipalité et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Frais de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides :

Passif comptabilisé au 1er janvier 2007 et, jusqu'à concurrence des sommes autorisées, tout excédent de la charge comptabilisée en fonction de la capacité utilisée de la décharge sur les dépenses engagées dans l'exercice : linéaire jusqu'à l'extinction prévue des obligations de l'administration municipale.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	206 986	79 033
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	211 709	176 060
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	418 695	255 093
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	303 324	252 675
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	128 022	91 622
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 207 468	1 178 651
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	322 536	1 461 961
Organismes municipaux	15	48 448	72 205
Autres			
- Autres comptes à recevoir	16	60 247	84 263
- Solde de prix de vente	17	46 046	100 463
	18	1 812 767	2 989 165
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	218 021	229 223
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	218 021	229 223
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	550	550
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
Note		

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

35

Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

36

37

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

38

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

39

Régimes à cotisations déterminées

40

Autres régimes (REER et autres)

41

Régimes de retraite des élus municipaux

42

43

35 742

32 593

35 742

32 593

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)

44

Autres

45

46

51 194

30 536

51 194

30 536

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019**2018****10. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose de huit facilités de crédit. La première est d'un montant autorisé de 1 250 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,50 %. La deuxième est d'un montant autorisé de 3 210 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,75 %. La troisième est d'un montant autorisé de 1 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 1 %. La quatrième est d'un montant autorisé de 5 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,75 %. La cinquième est d'un montant autorisé de 1 300 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,75 %. La sixième est d'un montant autorisé de 1 012 000 \$, portant intérêt au taux 4,45 %. La septième d'un montant autorisé de 1 995 000 \$, portant intérêt au taux 4,70 %. La huitième d'un montant autorisé de 700 000 \$, portant intérêt au taux de 4,95 %. Les facilités de crédit sont renouvelables annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	444 584	333 469
Salaires et avantages sociaux	48	92 275	81 224
Dépôts et retenues de garantie	49	122 542	429 931
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	216 111	225 887
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouv. du Québec et entreprises	53	4 183	4 560
- Gouv. du Canada et entreprises	54	1 789	2 548
-	55		
- Intérêts courus sur la DLT	56	62 400	15 848
- Intérêts courus sur la marge	57	24 326	29 754
	58	968 210	1 123 221

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Loyer perçu d'avance	68		9 828
- Acompte parc industriel	69	5 561	
- Demande volet 2	70	16 654	
-	71		
	72	22 215	9 828

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019				2018	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,95	2,98	2020	2025	73	
					7 158 553	2 736 508
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
					76	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	
Organismes municipaux					78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	
Autres					80	
					81	
					7 158 553	2 736 508
Frais reportés liés à la dette à long terme					82(	62 423) (713)
					83	
					7 096 130	2 735 795

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019	
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2020	84	92	1 320 815	100	109	117	1 320 815
2021	85	93	1 393 162	101	110	118	1 393 162
2022	86	94	148 060	102	111	119	148 060
2023	87	95	152 231	103	112	120	152 231
2024	88	96	4 127 353	104	113	121	4 127 353
2025 et +	89	97	16 932	105	114	122	16 932
	90	98	7 158 553	106	115	123	7 158 553
Intérêts et frais accessoires				107 (		124 (	
	91	99	7 158 553	108	116	125	7 158 553

Note

Le 18 février 2020, la Municipalité a émis des obligations à long terme pour un montant autorisé de 4 437 000 \$ duquel elle a encaissé 4 385 211 \$ qui servira à rembourser certaines facilités de crédit, portant intérêt à des taux variant de 1.9 % à 1.95 %. Le remboursement de ces obligations s'échelonnait sur une période allant de 15 ans à 30 ans.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(12 220 033)	(8 988 663)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 (	) (	)
Autres	128 (	) (	)
	129	(12 220 033)	(8 988 663)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations

		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	6 993 556	158	578 861	185	(40 527)	212	7 612 944
Eaux usées	131	6 270 937	159	1 225 649	186		213	7 496 586
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	3 294 986	160	787 917	187	40 076	214	4 042 827
Autres	133	1 247 470	161		188	(6 486)	215	1 253 956
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	2 025 495	163	2 018 924	190	(450)	217	4 044 869
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	1 397 815	165	76 835	192	93 397	219	1 381 253
Ameublement et équipement de bureau	138	318 371	166	357	193	(69)	220	318 797
Machinerie, outillage et équipement divers	139	435 147	167	30 902	194	(393)	221	466 442
Terrains	140	185 069	168	20 836	195		222	205 905
Autres	141		169		196		223	
	142	22 168 846	170	4 740 281	197	85 548	224	26 823 579
Immobilisations en cours	143	1 052 367	171	(1 000 228)	198		225	52 139
	144	23 221 213	172	3 740 053	199	85 548	226	26 875 718
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	878 788	173	180 493	200	(590)	227	1 059 871
Eaux usées	146	1 995 146	174	166 705	201		228	2 161 851
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	720 974	175	76 408	202	591	229	796 791
Autres	148	761 476	176	34 284	203	(5 667)	230	801 427
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 320 814	178	75 595	205	(278)	232	1 396 687
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	699 496	180	61 222	207	88 493	234	672 225
Ameublement et équipement de bureau	153	279 681	181	12 168	208	(68)	235	291 917
Machinerie, outillage et équipement divers	154	295 033	182	23 445	209	(384)	236	318 862
Autres	155		183		210		237	
	156	6 951 408	184	630 320	211	82 097	238	7 499 631
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	16 269 805					239	19 376 087
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

Au cours de l'exercice , dans le cadre de son programme régulier de remplacement et

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

d'amélioration de ses immobilisations corporelles, la Société a cédé des véhicules.

Des sommes dues sur des acquisitions d'immobilisations corporelles et des retenues sur contrat d'un montant de 303 608 \$ (2018 - 429 931 \$) sont incluses dans les dettes d'exploitation.

Les intérêts sur les emprunts temporaires durant la période de construction sont ajoutés au coût de celles-ci jusqu'à leur mise en service.

Des intérêts représentant une somme de 40 765 \$ (2018 - 97 149 \$) ont été capitalisés au coût des immobilisations corporelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	72 676	72 676
Immeubles industriels municipaux	251	144 511	150 660
Autres	252		
	253	217 187	223 336
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	51 194	30 536
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	165 993	192 800
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	256	25 184	21 885
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	25 184	21 885
Note			

18. Obligations contractuelles

19. Droits contractuels

20. Passifs éventuels

a) Cautionnements et garanties

S.O.

b) Auto-assurance

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

Protection de l'environnement

Les opérations de la Régie sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses administrateurs, la Régie est exploitée en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement qui résulte de la restauration du site est comptabilisé aux résultats de l'exercice en cours.

21. Actifs éventuels

S.O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	3 399 688	3 495 285	3 640 547		3 640 547
Compensations tenant lieu de taxes	2	113 605	115 423	115 793		115 793
Quotes-parts	3					77 077
Transferts	4	458 284	207 227	254 961		254 961
Services rendus	5	167 128	208 460	201 508		232 380
Imposition de droits	6	89 691	93 500	86 436		86 436
Amendes et pénalités	7	5 415	6 000	5 250		5 250
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	23 233	19 800	22 744		1 833
Autres revenus	10	27 908	27 400	34 595		34 595
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	4 284 952	4 173 095	4 361 834		109 782
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	1 789 938		406 882		406 882
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	1 789 938		406 882		406 882
	21	6 074 890	4 173 095	4 768 716		109 782
Charges						
Administration générale	22	549 054	563 559	598 482	16 287	18 818
Sécurité publique	23	531 620	549 058	582 038	88 720	
Transport	24	1 182 377	976 053	1 078 198	89 515	221
Hygiène du milieu	25	657 639	615 001	659 664	350 308	78 327
Santé et bien-être	26	13 091	17 300	11 374		
Aménagement, urbanisme et développement	27	439 946	337 575	333 387	6 463	
Loisirs et culture	28	567 817	606 250	622 005	74 160	
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	122 381	224 149	400 671		1 219
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	461 227		625 453	(625 453)	
	33	4 525 152	3 886 945	4 911 272		98 585
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 549 738	284 150	(142 556)		11 197
						(131 359)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 549 738	284 150	(142 556)	11 197	(131 359)
Moins: revenus d'investissement	2	(1 789 938)	()	(406 882)	()	(406 882)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(240 200)	284 150	(549 438)	11 197	(538 241)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	461 227		625 453	4 867	630 320
Produit de cession	5			10 963		10 963
(Gain) perte sur cession	6	48 781		(6 060)		(6 060)
Réduction de valeur / Reclassement	7	67 859				
	8	577 867		630 356	4 867	635 223
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	30 750		6 150		6 150
Réduction de valeur / Redassement	10					
	11	30 750		6 150		6 150
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			341 001		341 001
Remboursement de la dette à long terme	17	(240 319)	(246 500)	(246 501)	(4 668)	(251 169)
	18	(240 319)	(246 500)	94 500	(4 668)	89 832
Affectations						
Activités d'investissement	19	(36 506)	(2 000)	(13 993)	(2 602)	(16 595)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	6 666				
Excédent de fonctionnement affecté	21			17 174	15 483	32 657
Réserves financières et fonds réservés	22	(35 649)	(35 650)	(35 649)		(35 649)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(61 907)	(12 772)	(74 679)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(65 489)	(37 650)	(94 375)	109	(94 266)
	26	302 809	(284 150)	636 631	308	636 939
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	62 609		87 193	11 505	98 698

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018		Réalisations 2019	
		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
					Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 789 938		406 882	406 882
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	()	(15 465)	(2 602)	(18 067)
Sécurité publique	3	()	(1 348 590)	()	(1 348 590)
Transport	4	(361 834)	(52 711)	()	(52 711)
Hygiène du milieu	5	(7 550 480)	(2 210 723)	()	(2 210 723)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(7 699)	()	(7 699)
Loisirs et culture	8	(25 885)	(102 263)	()	(102 263)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(7 938 199)	(3 737 451)	(2 602)	(3 740 053)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Emission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13				
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	36 506	13 993	2 602	16 595
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17				
	18	36 506	13 993	2 602	16 595
	19	(7 901 693)	(3 723 458)		(3 723 458)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(6 111 755)	(3 316 576)		(3 316 576)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018		2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	143 729	311 558	107 137	418 695
Débiteurs (note 5)	2	2 975 147	1 797 094	15 673	1 812 767
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	30 536	51 194		51 194
	8	3 149 412	2 159 846	122 810	2 282 656
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	8 394 613	6 416 134		6 416 134
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	886 797	738 715	229 495	968 210
Revenus reportés (note 12)	12	9 828	22 215		22 215
Dette à long terme (note 13)	13	2 690 101	7 054 293	41 837	7 096 130
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	11 981 339	14 231 357	271 332	14 502 689
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(8 831 927)	(12 071 511)	(148 522)	(12 220 033)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	16 194 299	19 301 393	74 694	19 376 087
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	192 800	165 993		165 993
Stocks de fournitures	19	47 998	64 625	3 361	67 986
Autres actifs non financiers (note 17)	20	21 768	21 735	3 449	25 184
	21	16 456 865	19 553 746	81 504	19 635 250
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	465 313	327 322	73 821	401 143
Excédent de fonctionnement affecté	23	95 948	110 948	13 593	124 541
Réserves financières et fonds réservés	24	156 727	192 376		192 376
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(50 064)	(300 524)	(186 320)	(486 844)
Financement des investissements en cours	26	(7 063 387)	(7 776 286)		(7 776 286)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	14 020 401	14 928 399	31 888	14 960 287
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	7 624 938	7 482 235	(67 018)	7 415 217

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
Rémunération	1	741 280	771 570	795 258	736 767
Charges sociales	2	154 705	167 081	170 840	153 718
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	2 204 415	2 393 436	2 398 527	2 489 931
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	189 276	182 016	183 235	62 427
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	34 873	218 655	218 655	61 222
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	410 346	420 402	343 317	360 431
Transferts	13				
Autres	14	52 650	51 718	111 687	108 092
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	68 900	57 317	57 317	55 870
Amortissement des immobilisations	17		625 453	630 320	465 837
Autres					
- Subvention d'accès propriété	18	22 000	13 147	13 147	31 481
- Contributions diverses	19	10 500	10 477	10 477	11 701
-	20				
	21	3 888 945	4 911 272	4 932 780	4 537 477

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille 1
 Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements
 de portefeuille à titre d'investissement 2
 Autres revenus 3

4

Charges

Créances douteuses
 Radiation de prêts et de placements de portefeuille 5
 Variation de la provision pour moins-value 6

7

Autres charges 8

9

Excédent (déficit) de l'exercice

10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie 11
 Placements de portefeuille 12
 Débiteurs 13
 Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à
 titre d'investissement 14
 Provision pour moins-value 15 () ()

16

17

Passifs

Créditeurs et charges à payer 18
 Revenus reportés 19
 Dette à long terme 20

21

Solde du Fonds local d'investissement

22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres 23
 Supportant les engagements de prêts 24
 Supportant les garanties de prêts 25

26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris
 leur radiation s'il y a lieu**

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation
du sable et du gravier

1

2

3

Charges

Frais de gestion

Salaires

Créances douteuses

Autres frais de gestion

4

5

6

7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-

8

-

9

-

10

-

11

-

12

-

13

14

15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie

17

Placements de portefeuille

18

Débiteurs

19

Provision pour créances douteuses

20

() ()

21

Autres

22

23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

24

Créditeurs et charges à payer

25

Revenus reportés

Provenant de la gestion foncière

26

Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier

27

Autres

28

Autres

29

30

**Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur
du territoire**

31

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	401 143	539 619
Excédent de fonctionnement affecté	2	124 541	111 227
Réserves financières et fonds réservés	3	192 376	156 727
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	486 844) (	246 549)
Financement des investissements en cours	5	(7 776 286)	(7 063 387)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	14 960 287	14 049 501
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	7 415 217	7 547 138
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	327 322	465 313
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	73 821	74 306
	11	401 143	539 619
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Assainissement des eaux usées	12	91 615	76 614
- Refonte règlements mun.	13	8 333	8 333
- Greffe	14	11 000	11 000
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	110 948	95 947
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Budget 2019	22	13 593	15 280
-	23		
-	24		
	25	13 593	15 280
	26	124 541	111 227
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	192 376	156 727
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Solides disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	192 376	156 727
	48	192 376	156 727

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation
avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

49 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres
avantages sociaux futurs

50 () ()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008

51 () ()

Autres

52 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres
avantages sociaux futurs

53 () ()

54 () ()

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

55 (186 320) (196 485)

Assainissement des sites contaminés

56 () ()

Appariement fiscal pour revenus de transfert

57 () ()

Autres

58 () ()

59 () ()

60 (186 320) (196 485)

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux

61 () ()

Intérêts sur la dette à long terme

62 () ()

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général

63 () ()

Utilisation du fonds de roulement

64 () ()

Mesure relative aux frais reportés

65 () ()

Autres

66 () ()

67 () ()

68 () ()

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ

69 () ()

Frais d'émission de la dette à long terme

70 () ()

Dette à long terme liée au FLI et au FLS

71 () ()

Autres

- Dép. const à taxer/à pourvoir

72 (300 524) (50 064)

73 () ()

74 (300 524) (50 064)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement

75

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement

76

Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de
portefeuille à titre d'investissement liés au FLI

77

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement
liés à des emprunts de fonctionnement

78

Autres

79

80

81 (486 844) (246 549)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	(7 776 286)	(7 063 387)
	84	(7 776 286)	(7 063 387)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	19 376 087	16 269 805
Propriétés destinées à la revente	86	217 187	223 336
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	19 593 274	16 493 141
Ajustements aux éléments d'actif	91		4
	92	19 593 274	16 493 145
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(7 096 130)	(2 735 795)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(62 423)	(713)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 429 848	242 800
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	95 718	50 064
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(4 632 987)	(2 443 644)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99		
	100	(4 632 987)	(2 443 644)
	101	14 960 287	14 049 501

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Régimes de retraite
enregistrésRégimes
supplémentaires de
retraite

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

1

2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
Cotisations salariales des employés	20	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22 ()	()
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25	
Variation de la provision pour moins-value	26	
Autres	27	
-	28	
-	29	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 ()	()
Charge de l'exercice	34	
	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019**2018****Informations complémentaires**

Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		

Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112		
	113		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

La Municipalité a un régime de retraite auquel les salariés peuvent participer dès qu'ils atteignent six mois de service. Les cotisations versées sont en fonction du salaire annuel selon les proportions suivantes : la part du salarié est de 5 % de son salaire annuel tandis que la part de l'employeur représente 6 % du salaire annuel.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115	<u>35 742</u>	<u>32 593</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120		
Note			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	2 383 385	2 409 950	2 409 950	2 309 346
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	331 185	397 234	397 234	284 140
Activités de fonctionnement	6	180 000	214 068	214 068	180 456
Activités d'investissement	7				
Autres	8		(285)	(285)	
	9	2 894 570	3 020 967	3 020 967	2 773 942
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	127 000	125 219	125 219	126 825
Égout	11	55 000	54 538	54 638	54 959
Traitement des eaux usées	12	92 000	91 754	91 754	92 448
Matières résiduelles	13	258 000	257 768	257 768	258 189
Autres					
- Gestion des boues	14	68 715	73 742	73 742	77 233
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		16 459	16 459	16 106
Service de la dette	18				(14)
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	600 715	619 580	619 580	625 746
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	600 715	619 580	619 580	625 746
	27	3 495 285	3 640 547	3 640 547	3 399 688

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28	2 080	2 216	2 216	2 080
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31	39 123	39 123	39 123	39 123
	32	41 203	41 339	41 339	41 203
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	45 550	45 545	45 545	44 467
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	27 400	27 421	27 421	26 672
	36	72 950	72 966	72 966	71 139
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	114 153	114 305	114 305	112 342
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43	1 270	1 488	1 488	1 263
Taxes d'affaires	44				
	45	1 270	1 488	1 488	1 263
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	115 423	115 793	115 793	113 605

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	1 291	1 291	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	97 370	112 370	97 370
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			227 012
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67	7 000	6 000	6 300
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	9 853	21 399	27 551
Réseau de distribution de l'eau potable	69		2 304	
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	26 800	30 808	29 166
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	33 000	58 600	57 852
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76	33 204	17 189	1 939
Cours d'eau	77			1 728
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			188
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	5 000	5 000	5 000
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			4 178
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87			
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	207 227	254 961	458 284

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				
Sécurité civile	95				
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97				
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107				360 375
Réseau de distribution de l'eau potable	108		52 274	52 274	1 418 774
Traitement des eaux usées	109		351 668	351 668	10 789
Réseaux d'égout	110				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126				
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				
Autres	128		2 940	2 940	
Réseau d'électricité	129				
	130		406 882	406 882	1 789 938

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139			
TOTAL DES TRANSFERTS	140	207 227	661 843	2 248 222

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2019	2019	2019	2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143		286	251
	144		286	251
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160		24 434	23 955
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168		24 434	23 955
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182		24 720	24 206

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	32 060	27 912	27 912
	186	32 060	27 912	27 912
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188		7 838	7 838
Sécurité civile	189			
Autres	190			1 000
	191		7 838	7 838
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	5 000	2 962	2 962
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194			(322)
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200	5 000	2 962	2 962
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			5 583
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210	12 000	3 031	3 600
	211	12 000	3 031	9 183
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219	6 300	205	205
	220	6 300	205	205
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221			
Activités culturelles				
Bibliothèques	222			
Autres	223	153 100	159 560	159 560
	224	153 100	159 560	159 560
Réseau d'électricité				
	225			
	226	208 460	201 508	207 660
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	208 460	201 508	232 380
				191 954

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	8 500	7 705	5 272
Droits de mutation immobilière	229	70 000	73 864	66 331
Droits sur les carrières et sablières	230	15 000	4 867	18 088
Autres	231			
	232	93 500	86 436	89 691
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	6 000	5 250	5 415
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	19 800	22 744	24 689
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		6 060	(48 781)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		11 200	56 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	27 400	17 335	20 689
	245	27 400	34 595	27 908
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	94 979	91 205		91 205	92 614	84 581
Greffes et application de la loi	2	1 800	1 798		1 798	1 798	1 608
Gestion financière et administrative	3	353 550	393 138	16 287	409 425	426 834	368 340
Évaluation	4	97 275	96 875		96 875	96 875	93 129
Gestion du personnel	5	850	361		361	361	410
Autres							
- Quote-Part	6	15 105	15 105		15 105	15 105	34 967
-	7						
	8	563 559	598 482	16 287	614 769	633 587	583 035
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	233 000	258 225		258 225	258 225	242 023
Sécurité incendie	10	311 058	318 488		318 488	318 488	284 478
Sécurité civile	11	5 000	5 325		5 325	5 325	5 119
Autres	12			88 720	88 720	88 720	64 299
	13	549 058	582 038	88 720	670 758	670 758	595 919
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	526 453	611 106		611 106	611 327	752 549
Enlèvement de la neige	15	408 000	424 505		424 505	424 505	384 898
Éclairage des rues	16	25 000	27 257		27 257	27 257	25 338
Circulation et stationnement	17	1 400	131		131	131	182
Transport collectif							
Transport en commun	18	15 200	15 199		15 199	15 199	14 614
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			89 515	89 515	89 515	40 483
	22	976 053	1 078 198	89 515	1 167 713	1 167 934	1 218 064

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	158 700	203 022	203 022	203 022	126 528
Traitement des eaux usées	25	97 500	74 172	74 172	74 172	
Réseaux d'égout	26					68 800
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	106 000	117 548	117 548	86 101	145 141
Élimination	28	18 000	20 675	20 675	53 372	60 950
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	41 000	41 711	41 711	41 711	41 545
Tri et conditionnement	30	117 000	126 004	126 004	126 004	121 657
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	5 086	5 086	5 086	5 086	4 777
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	3 000	2 731	2 731	2 731	2 495
Autres	39	68 715	68 715	350 308	419 023	343 311
	40	615 001	659 664	350 308	1 011 222	915 204
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	7 400	1 865	1 865	1 865	5 700
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	9 900	9 509	9 509	9 509	7 391
	44	17 300	11 374	11 374	11 374	13 091
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	123 600	116 872	116 872	116 872	145 482
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	60 424	60 424	60 424	60 424	54 580
Tourisme	49	153 551	149 941	149 941	149 941	141 275
Autres	50					
Autres	51		6 150	6 463	12 613	104 914
	52	337 575	333 387	6 463	339 850	446 251

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2019	Réalizations 2019		Total	Réalizations 2019	Realisations 2018	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de				
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement				
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	182 680	171 800	171 800	171 800	171 217	
Patinoires intérieures et extérieures	54						
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56	351 850	371 904	371 904	371 904	329 871	
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59		74 160	74 160	74 160	74 447	
	60	534 530	543 704	74 160	617 864	575 535	
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	36 690	33 637	33 637	33 637	33 200	
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64	27 000	36 650	36 650	36 650	22 877	
Autres	65	8 030	8 014	8 014	8 014	10 652	
	66	71 720	78 301	78 301	78 301	66 729	
	67	606 250	622 005	74 160	696 165	642 264	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	189 276	169 635	169 635	170 648	62 223	
Autres frais	70		12 381	12 381	12 587	204	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	34 873	218 655	218 655	218 655	61 222	
	73	224 149	400 671	400 671	401 890	123 649	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75		625 453	(625 453)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Cap-Saint-Ignace

Code géographique : 18045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Habitation**

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	578 861	578 861	3 598 521
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	1 225 649	1 225 649	2 208 084
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	787 917	787 917	2 001 009
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	58 889	58 889	20 196
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	76 835	76 835	15 748
Ameublement et équipement de bureau	18		357	2 625
Machinerie, outillage et équipement divers	19	28 656	30 901	3 063
Terrains	20			
Autres	21	980 644	980 644	88 953
	22	3 737 451	3 740 053	7 938 199

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	574 561	578 861	3 598 521
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	1 225 649	1 225 649	2 208 084
Autres infrastructures	27	787 917	787 917	2 001 009
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	4 300		
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	1 145 024	1 147 626	130 585
	34	3 737 451	3 740 053	7 938 199

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 493 708	4 684 000	250 555	6 927 153
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 493 708	4 684 000	250 555	6 927 153
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	229 223		11 202	218 021
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	229 223		11 202	218 021
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	13 577		198	13 379
	14	242 800		11 400	231 400
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec ¹⁵					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	242 800		11 400	231 400
	19	2 736 508	4 684 000	261 955	7 158 553
Dettes en cours de refinancement	20 ()				
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	2 736 508	4 684 000	261 955	7 158 553

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	7 116 200
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	7 776 286
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	761 247
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	2 769 285
-----------------	----	-----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

- Inv. en cours sans emprunt	13	4 117 047
------------------------------	----	-----------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	7 244 907
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

16	42 361
----	--------

Endettement net à long terme	17	7 287 268
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	465 708
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	7 752 976
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

24	
----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	7 752 976
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
Administration générale					
Grefe et application de la loi	1				
Évaluation	2	96 875	96 875	96 875	92 689
Autres	3	21 384	21 384	21 384	23 386
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	7 108	7 108	7 108	6 560
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	68 715	68 715	68 715	80 274
Matières résiduelles	12	72 086	82 142	5 057	22 756
Cours d'eau	13	3 903	3 903	3 903	2 999
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	60 424	60 424	60 424	54 580
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	79 851	79 851	79 851	77 187
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	410 346	420 402	343 317	360 431

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 696 686	7 841 010
Frais de financement	4	40 765	97 189
Autres	5		
	6	3 737 451	7 938 199

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	40,00	7 945,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	40,00	2 181,00	***	***	***
Cols blancs	3	4,00	35,00	6 600,00	***	***	***
Cols bleus	4	8,00	40,00	14 478,00	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6				***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	18,00		31 204,00	***	***	***
Élus	9	7,00			69 023	3 823	72 846
	10	25,00			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	254 961	115 096	287 786		661 843
	17	254 961	115 096	287 786		661 843

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	59 191	52 486
	4	59 191	52 486
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	44 000	(824)
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	44 000	(824)
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	285 099	70 719
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	12 381	
	26	297 480	70 719
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	400 671	122 381

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*****Rémunération
(excluant charges
sociales)****Allocation de
dépenses**

Note

-
1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 192 376 \$

2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?

2 ☐3 ☒4 ☐**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

5 ☒6 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

7 4 867 \$

4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

8 ☒9 ☐

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.

10 ☐11 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

12 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

13 ☐14 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

15 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

16 ☐17 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

18 \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

19 ☐20 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

21 \$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 ☐	23 ☒
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 ☐	25 ☐
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 ☒	27 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28	7 705 \$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 ☐	30 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 ☒	33 ☐
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34	\$
b) autres formes d'aide	35	13 147 \$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36	
Facteur comparatif de 2019	37	
Valeur uniformisée	38	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local (ERL)* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 82 370 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 210 351 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 6 071 \$

b) Dépenses d'investissement

42 \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 216 422 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 2020-03-09

b) Date d'adoption de la résolution

45 2020-03-02

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46 ☒

47 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 2018-06-13

b) Date d'adoption de la résolution

49 2018-06-04

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens			
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	51	
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52		
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53		
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>			
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54		
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55		
<i>Mesures d'encadrement</i>			
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56		
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :			
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57		
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58		
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :			
- la mort	59		
- une blessure grave	60		
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61		

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Cap-Saint-Ignace

Code géographique : 18045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Municipalité du Cap-Saint-Ignace

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité (Municipalité) de Cap-Saint-Ignace de l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section II- du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section I- du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27-1). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;.

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Montmagny, Le 2020-03-30

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A126222

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	3 640 547
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	16 459
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>3 624 088</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	288 601 100
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>290 728 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>289 664 950</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 2 5 1 1 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Cap-Saint-Ignace

Code géographique : 18045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 496 506
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	198 419
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	286 794
Activités de fonctionnement	6	164 000
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	3 145 719

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	126 000
Égout	11	55 000
Traitement des eaux usées	12	92 000
Matières résiduelles	13	258 215
Autres		
- Gestion des boues	14	73 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	604 215
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	604 215
	27	3 749 934

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	2 200
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	41 778
	5	43 978
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	48 580
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	26 700
	9	75 280

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	119 258

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 500

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	120 758

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1 300 783 900	X	2 0,8300 /100\$	3 2 496 506					
Taxe foncière générale (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 X	5 /100\$	6						
Immeubles de 6 logements ou plus	7 X	8 /100\$	9						
Immeubles non résidentiels	10 X	11 /100\$	12						
Immeubles industriels	13 X	14 /100\$	15						
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16 X	17 /100\$	18						
Autres	19 X	20 /100\$	21						
Immeubles agricoles	22 X	23 /100\$	24						
Total				25 2 496 506	26 (.....)	27 (.....)	28	29 2 496 506	
Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	30 300 783 900	X	31 0,0660 /100\$	32 198 419					
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 X	34 /100\$	35						
Immeubles de 6 logements ou plus	36 X	37 /100\$	38						
Immeubles non résidentiels	39 X	40 /100\$	41						
Immeubles industriels	42 X	43 /100\$	44						
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45 X	46 /100\$	47						
Autres	48 X	49 /100\$	50						
Immeubles agricoles	51 X	52 /100\$	53						
Total				54 198 419	55 (.....)	56 (.....)	57	58 198 419	

Organisme Cap-Saint-IgnaceCode géographique 18045

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X 2	/100\$ 3					
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X 5	/100\$ 6					
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X 8	/100\$ 9					
Immeubles non résidentiels 10	X 11	/100\$ 12					
Immeubles industriels 13	X 14	/100\$ 15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X 17	/100\$ 18					
Autres 19	X 20	/100\$ 21					
Immeubles agricoles 22	X 23	/100\$ 24					
Total			25	26 () 27 ()	28	29	
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X 31	/100\$ 32					
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X 34	/100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X 37	/100\$ 38					
Immeubles non résidentiels 39	X 40	/100\$ 41					
Immeubles industriels 42	X 43	/100\$ 44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X 46	/100\$ 47					
Autres 48	X 49	/100\$ 50					
Immeubles agricoles 51	X 52	/100\$ 53					
Total			54	55 () 56 ()	57	58	
	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X 60	% 61	62 () 63 ()	64	65		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1	4	5	,	0	0	\$
Égout	2		7	5	,	0	0	\$
Eau et égout	3				,			\$
Traitement des eaux usées	4	1	2	6	,	0	0	\$
Matières résiduelles	5	1	4	6	,	7	5	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau potable	0,1000	1	Rue Desservie
Éclairage des rues, règlement 460	0,0350	1	Rue Desservie
Règlement d'emprunt 2014-09	0,0293	1	Rue Desservie
Règlement d'emprunt 2014-10	0,0632	1	Rue Desservie
Règlement d'emprunt 2015-07	0,0412	1	Rue Desservie
Règlement d'emprunt 2016-11 (80%)	0,0171	1	Rue Desservie
Règlement d'emprunt 2016-11 (20%)	0,0016	1	
Règlement d'emprunt 2016-14	0,0874	1	Territoire alentour
Règlement d'emprunt 2019-06	0,0113	1	Territoire alentour
Gestion des boues	90,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	3 749 934
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>3 749 934</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 300 783 900

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 2 4 6 7 /100 \$

Organisme Cap-Saint-Ignace

Code géographique 18045

553

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

6

S64

10

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☐	2 ☒	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☐	5 ☒
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 ☐	7 ☐	8 ☒
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 ☐	10 ☐	11 ☒
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☐	14 ☒
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☐	17 ☒
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☐	20 ☒
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☒	24 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	25	220 604 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-16	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>4 943 461 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>270 199 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>359 643 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>30 500 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Sophie Boucher , atteste que le rapport financier consolidé de Cap-Saint-Ignace pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-04-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Cap-Saint-Ignace.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Cap-Saint-Ignace consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Cap-Saint-Ignace détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-04-09 16:11:32

Date de transmission au Ministère : 2020/04/09